

Société : Première Média

Bonjour,

Je vous prie de trouver ci-dessous la réponse à la consultation publique.

Cordialement

Dans un contexte de difficultés extrêmes pour les éditeurs indépendants qui rencontrent affrontent un marché publicitaire baissier, font face à la chute des ventes au numéro, à l'augmentation des coûts postaux, a fortiori pour les titres non IPG, et devant l'impossibilité de réaliser, comme les grandes entreprises, des économies d'échelle, cette mesure porterait le sceau de l'injustice et de la mise en danger de certaines entreprises. Ce serait aussi leur faire supporter les erreurs des éditeurs importants – et administrateurs de Presstalis – qui portent une grande partie de la responsabilité des difficultés de Presstalis. L'incurie de leur stratégie, les conditions commerciales favorables qu'ils se sont eux-mêmes consenties, pèsent aujourd'hui sur la messagerie. En outre, s'il s'agit de sauver la presse IPG – aucun des magazines édité par Première Média n'est reconnu comme tel, et ne perçoit d'aide à ce titre – cela ne peut-être au prix de la liberté contractuelle et à la liberté de commerce et de l'industrie des éditeurs de presse magazine. Presse qui, comme vous le savez, n'utilise pas le même réseau logistique ! Par ailleurs, l'impact réel du transfert de certains éditeurs reste à établir avec certitude. Par le passé, les prévisions étaient largement exagérées et alarmistes.

Si Première Média a souhaité quitter Presstalis – son préavis se termine le 19 janvier 2020 – c'est avant tout dans un objectif de survie ! Cette décision a été prise sitôt les barèmes définitifs connus, et dans le but d'éviter le pire, ce changement de messagerie permet de réaliser une économie conséquente (entre 50 et 100 K€ en 2020), laquelle peut contribuer à éviter le pire pour l'entreprise et ses salariés. Repousser ce préavis, déjà interminable, à quelques jours de son terme, conduirait l'entreprise, déficitaire [SDA], à prendre des mesures radicales. Pour se sauver, elle a besoin de sa liberté d'entreprendre, pas d'iniquité. Et si celle-ci venait à être entravée, nous utiliserons tous les moyens possibles à notre disposition pour la défendre.